

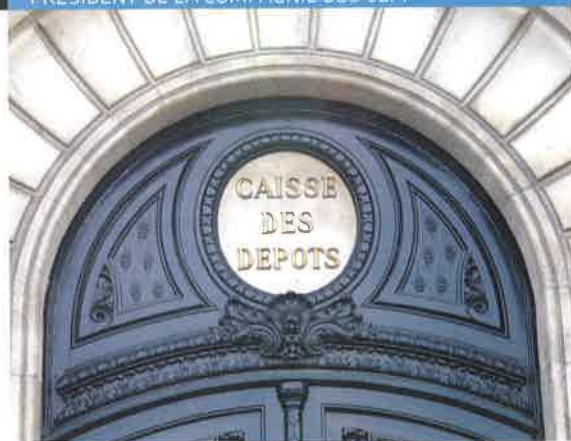
conseils

en gestion de patrimoine



PAR JEAN-PIERRE RONDEAU,
PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE DES CGPI

La compagnie des CGPI a fait trois propositions à Gérard Mestrallet, Président de Paris Europlace, qui exposait les siennes dans la revue *Investir* pour développer la Place et favoriser l'actionnariat en baisse à 6,6 % selon le dernier sondage TNS Sofres.



© ParisPhoto/Fotolia.com

FAVORISER L'ACTIONNARIAT ?

1. SUPPRIMER L'INTERDICTION AUX SEULS CIF DE LA RTO DE TITRES VIFS

Comment favoriser l'actionnariat individuel si les CIF, reconnus comme conseillers financiers, formés en formations initiales et permanentes, comme aucun salarié de banque, ne peuvent passer d'ordres et doivent user de stratagèmes pour contourner cette absurde législation ? Par exemple, préparer l'ordre, le faire mettre sous enveloppe par le client et le timbrer non pas avec notre machine mais avec un timbre papier. Prendre le risque du conseil, mais ne pas passer l'ordre ? Passer un ordre pour un OPCVM qui accueille 50 actions, mais pas pour une action unique ? Être obligé de vendre sans discernement tout un portefeuille de titres vifs, quand le client nous le confie, parce que nous ne pourrions pas passer d'ordre au fil de l'eau, dans son intérêt, après transfert ? Nous ne promettons pas un afflux vers les titres vifs si cette RTO nous est légitimement accordée car les CGPI travaillent beaucoup en assurance qui, en France, est peu ouverte aux titres vifs. On va au Luxembourg pour cela. Néanmoins, cette restriction RTO n'est pas stimulante pour l'actionnariat, pour nos clients et nous.

2. REDONNER CONFIANCE AUX INVESTISSEURS ET AUX CONSEILLERS EN RESPONSABILISANT BERCY AVANT DE PROPOSER DE NOUVEAUX AVANTAGES FISCAUX

Nous l'avons répété lors d'interventions et par écrits aux législateurs et régulateurs et, tout récemment, à Mme Royal, les CGPI et leurs clients ne peuvent avoir aucune confiance dans le PEA PME et le contrat Génération Vie, pas plus que dans les produits FIP, FCPI, FCPR, Holding, puisque Bercy peut déqualifier un produit que nous recommandons parce qu'il est tamponné par lui et agréé AMF. Nos clients et nous-mêmes acceptons



© Hassan Berrafim/Fotolia.com

NOUS DEMANDONS
UNE LOI « SCRIVENER »,
QUI FASSE QUE LES
FONDS SOIENT BLOQUÉS
À LA CAISSE DES DÉPÔTS
ET DÉBLOQUÉS SOUS LA
SEULE RESPONSABILITÉ
DE BERCY.

de prendre des risques industriels et économiques avec les actions. Nos risques sont lourds dans une société qui se financiarise. Mais pas parce qu'ERDF, filiale d'EDF, filiale de l'Etat, n'a pas branché un panneau solaire avant la fin de l'année ou parce qu'un fonctionnaire isolé décide qu'une holding n'est pas suffisamment active. Il faut se dessaisir de ses fonds pour que les panneaux soient achetés ou les entreprises à animer créées. Nous acceptons (eux comme nous) la faillite, mais n'avons aucun pouvoir avant, hors notre confiance en l'État. Nous demandons une loi « Scrivener », qui fasse que les fonds soient bloqués à la Caisse des Dépôts et débloqués sous la seule responsabilité de Bercy. A défaut, eux, comme nous, ne pouvons avoir confiance dans les mesures fiscales.

3. RAPPROCHER LES PARTICULIERS DES ENTREPRISES, EN LEUR ROUVRANT LE MARCHÉ DES TITRES VIFS OBLIGATAIRES, MÊME SI LES RISQUES DE REMONTÉES DES TAUX PEUVENT FAIRE PENSER QUE CE N'EST PAS LE BON MOMENT

Les particuliers ont été évincés du marché obligataire, qui était un moyen de s'acclimater aux entreprises. Quand ils peuvent encore participer à une émission, ils vendront à prix cassé s'ils doivent sortir avant l'échéance. Le poids de leurs 10 ou 50 titres ne pèse rien au regard des Institutionnels. Pourtant, si l'obligation subit la hausse des taux en cas de besoin anticipé, l'épargnant sait qu'il sera remboursé à l'échéance au nominal, même s'il a été moins rémunéré quelques années. C'est pourquoi les obligations à durée de cinq/six ans ont si bien « marché » en 2009, lorsque les banques ne prêtaient plus. Or, il n'est laissé aux particuliers que les OPCVM obligataires. Et comme il y a en permanence des entrants et des sortants, la garantie de sortie au nominal n'existe pas. Pas de « bout du tunnel ». La Place pourrait s'y pencher. ☺